



Marc Mémier – Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

1. Quel a été ton parcours avant de postuler pour un JEA ?

Je suis diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Grenoble depuis 2011. Durant mes études, je me suis spécialisé en droit international public, notamment sur les questions de sécurité et de défense. D'abord aux Etats-Unis, à la « University of California Los Angeles » (UCLA), où j'ai étudié durant un an. Puis au cours d'un second Master de droit international. J'ai débuté ma carrière à Bruxelles comme chercheur dans un think tank qui disposait d'un financement du Ministère Français de la Défense pour produire des analyses sur la menace terroriste au Sahel. Par la suite, j'ai rejoint les Nations unies en Afrique à partir de 2012, où je suis resté jusqu'à cette année. J'ai d'abord travaillé un an comme consultant pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo dans le cadre de l'appui aux processus électoraux de 2012. Puis, de nouveau un an au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH) à Dakar, en tant que Volontaire des Nations unies (VNU), financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) français. Après un bref passage par l'Union Africaine où j'ai participé à l'organisation d'un Sommet des chefs d'Etat de l'organisation, j'ai de nouveau travaillé durant deux ans comme consultant pour le PNUD, au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar. J'étais en charge de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité. Au cours de ces années en Afrique, j'ai continué à publier, quand j'en avais le temps, pour divers instituts de recherche, français et européens, comme l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI). Dans cette même ligne, je me suis consacré durant huit mois en 2013 à l'écriture d'un ouvrage sur les systèmes de conflits et enjeux sécuritaires transnationaux en Afrique de l'Ouest.

2. Comment as-tu eu connaissance du programme JEA et qu'est-ce qui t'a poussé à postuler ?

Souhaitant intégrer les Nations unies déjà lors de mes études, je me suis renseigné sur les diverses voies possibles. Le programme JEA, dont j'ai eu connaissance à travers mes recherches et des discussions avec des fonctionnaires français aux Nations unies, s'est rapidement révélé comme une excellente manière de poursuivre mon objectif. L'attrait pour une carrière internationale, la diversité des missions proposées et le fait de travailler dans un environnement interculturel sont les principaux facteurs qui m'ont poussé dans cette voie ,



3. Décris-nous ton quotidien et tes fonctions et son évolution depuis ton arrivée à Vienne

J'ai débuté mon JEA à l'été 2016 au sein du Programme Sahel du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ONUSD à Dakar. J'étais responsable de l'assistance technique de l'ONUSD auprès du G5 Sahel, une organisation régionale réunissant cinq Etats (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Je travaillais en particulier sur deux projets phares : l'opérationnalisation d'une plateforme régionale réunissant les forces de sécurité et services de renseignement des cinq Etats d'une part ; la mise sur pied de la composante « Police » de la Force militaire conjointe du G5 Sahel d'autre part. Mes fonctions m'ont amené à effectuer de nombreuses missions au Sahel, et de collaborer avec divers Etats, dont la France, et organisations internationales, comme INTERPOL et l'Union Européenne.

Durant ma troisième année de JEA à Vienne, je serai amené à travailler au sein du Service de Prévention du Terrorisme (TPB) de l'ONUSD, dans la section « Europe et Asie », sur trois dossiers principaux. Tout d'abord, l'assistance technique apportée aux Etats Membres en matière de lutte contre le financement du terrorisme, et notamment l'acquisition d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) par des acteurs non-étatiques. Ensuite, je serai impliqué dans la mise en œuvre d'un programme régional d'assistance légale et de renforcement de capacités des services sécuritaires et judiciaires des pays du Moyen-Orient et des Balkans dans leur réponse au retour des combattants terroristes étrangers, essentiellement de Syrie et d'Irak. Enfin, je travaillerai sur un vaste programme de lutte contre le terrorisme au Pakistan visant à renforcer les compétences des services sécuritaires pakistanais en matière d'anti-terrorisme et d'améliorer la coordination entre les autorités provinciales et fédérales.

4. Que comptes-tu faire à l'issue de cette expérience ?

Après sept années passées sur le terrain, j'aimerais dans un premier temps poursuivre ma carrière à l'ONUSD au siège, ou, à terme, dans une autre agence des Nations unies ayant également un mandat en matière de lutte contre le terrorisme. Pour le moment, je souhaite me spécialiser sur les thématiques et pays que je serai amené à couvrir au sein de la section « Europe et Asie » du Service de Prévention du Terrorisme de l'ONUSD afin de me forger une expertise. Cette nouvelle expérience s'annonce passionnante ! A plus long terme, j'envisage sans doute de repartir sur le terrain, peut-être en Asie ou au Moyen Orient.



#PortraitDeJEA